

Dans les sous-sols de Stocamine, la bombe à retardement alsacienne

LE MONDE | 28.02.2014 à 11h09 • Mis à jour le 28.02.2014 à 20h05 | [Audrey Garric](#)

[Réagir](#) [Classer](#)

Partager [facebook](#) [twitter](#) [google](#) + [linkedin](#) [pinterest](#)

En une minute et demie, la cage d'ascenseur du puits Joseph avale les 550 mètres de profondeur dans un grincement de ferraille et de bois. Lampe frontale sur le casque, autosauveteur à oxygène en bandoulière, les mineurs parcourent les 100 km de galeries de l'ancienne mine de potasse Joseph-Else, creusée dans le sous-sol de Wittelsheim (Haut-Rhin). Direction non pas la taille de sel mais les cavités où dorment du mercure, de l'arsenic, du cyanure et de l'amiante. Là, 44 000 tonnes de déchets industriels ultimes, non recyclables et hautement toxiques, gisent dans un centre de stockage unique en France, [StocaMine](#).

Autant dire un casse-tête environnemental. Après onze ans d'inactivité, le site doit aujourd'hui être définitivement fermé. A partir du 1^{er} avril, une partie de ces déchets sera remontée à la surface tandis que le reste sera confiné. Alors on s'active sous terre : une immense machine racle les sols, soulevant une épaisse poussière salée, tandis qu'un tractochargeur transporte les minerais et déblais. « *Il faut agrandir les galeries, aplanir les sols, renforcer les soutènements, installer des lampes et des téléphones de secours avant de commencer à déstocker*, énumère Alain Rollet, PDG de StocaMine. *Ces opérations sont dangereuses : le risque minier se cumule au risque toxique, sans oublier que la mine est classée comme épisodiquement grisouteuse.* »



D'autant qu'il y a urgence : les galeries commencent à s'affaisser, sous l'effet de la pression due au creusage. A certains endroits, les toits (« plafonds » dans le jargon minier) se sont effondrés, rendant quasi impossible l'accès aux colis de déchets, dont certains sont probablement percés ou éventrés. D'autres se corrodent sous l'effet de la chaleur.

« Plus on attend, et plus il sera difficile de récupérer les colis, s'inquiète Yann Flory, porte-parole du collectif Déstockamine, qui fédère ONG et syndicats en faveur du déstockage total. Les experts sont certains que la nappe phréatique la plus grande d'Europe sera bientôt touchée, car l'eau s'infiltré et ruisselle vers les déchets. Le temps presse. »

CONCERTATION PUBLIQUE

Une fébrilité souterraine à laquelle fait écho, en surface, une grande perplexité. Car StocaMine est une bombe à retardement dont la population locale craint à tout moment l'explosion. En décembre 2012, la ministre de l'écologie de l'époque, Delphine Batho, a ordonné le retrait de 11 % des déchets, dont 56 % des éléments mercuriels, et le confinement du reste du site. Mais, sous la pression des élus alsaciens, tous bords politiques confondus, ainsi que des ONG, la ministre a relancé le débat, six mois plus tard, en organisant une [procédure de concertation publique](#).

Les habitants ont eu jusqu'au 15 février pour se prononcer. En jeu : cinq options de fermeture s'échelonnant de la sortie des 11 % de déchets – l'opération en cours – à l'extraction de la quasi-totalité du rebut. Selon les scénarios, le coût du déstockage varie de 84 à 150 millions d'euros, et sa durée de sept à onze ans. *« Une large*

majorité de la population demande à sortir la totalité des déchets », révèle Henri Watissée, le garant de la concertation. D'ici à la fin de l'année, lorsque toutes les enquêtes seront achevées, les ministres chargés du dossier, Philippe Martin à l'écologie et Arnaud Montebourg au redressement productif, devront arbitrer et sceller le sort de StocaMine.

RECONVERSION DU BASSIN POTASSIQUE

A la fin des années 1980, pourtant, quand l'idée d'un centre d'enfouissement souterrain des déchets est avancée, rares sont ceux qui s'y opposent. A cette époque, la production de potasse, fleuron industriel de la région, commence à battre de l'aile. Le chlorure de potassium, utilisé pour fabriquer des engrais, devient trop cher à extraire en Alsace et le bassin minier n'emploie plus que 2 000 personnes contre plus de 12 000 durant son âge d'or des années 1960.

« Le projet offrait aux gars une reconversion et permettait d'éviter qu'ils ne pointent tous au chômage », raconte Etienne Chamik, ancien mineur et délégué CFDT.

L'homme, dont les yeux vifs ne trahissent pas ses trente-deux années passées « au fond », égrène les promesses de StocaMine : 250 postes créés, la rénovation de la salle des fêtes et même l'ouverture d'un pôle de recherche sur l'environnement. « Le centre de stockage s'est implanté sans difficulté, lâche-t-il, fataliste. Les gens étaient redevables à la mine. »

Et puis l'Allemagne offrait un exemple rassurant. Depuis deux décennies, les voisins d'outre-Rhin stockaient leurs déchets ultimes dans leurs mines de potasse. Ce minerai imperméable a horreur du vide : sous l'effet de la pression, il se referme sur les cavités creusées, offrant ainsi un confinement naturel. Pour emporter définitivement l'adhésion de la population, l'arrêté préfectoral de 1997, qui autorise le stockage pour une durée maximale de trente ans, introduit la notion de réversibilité. En cas de non-conformité ou d'incident grave, les déchets devront être retirés.

74 MINEURS INTOXIQUÉS EN 2002

StocaMine ouvre finalement ses portes en février 1999, sous la forme d'une filiale de l'entreprise publique des Mines de potasse d'Alsace (MDPA). En trois ans, 19 500 tonnes de déchets de classe 0, les plus dangereux (mercure, arsenic, cyanure, etc.), sont entreposés au fond de la mine, conditionnés en fûts métalliques de 250 kg et *big bags* (« gros sacs ») d'une tonne. Pour éviter toute réaction chimique non contrôlée, 24 500 tonnes de résidus d'incinération et d'amiante, de classe 1, sont également descendus dans les alvéoles.



Mais le rêve de stockage propre tourne court très vite. En septembre 2002, un incendie survient dans le bloc 15. « 472 big bags contenant des engrais et du soufre, hautement inflammables, ont été entreposés sans autorisation », raconte Yann Flory. Il faudra trois jours pour maîtriser le feu et trois mois pour évacuer les émanations toxiques. Alors que 74 mineurs sont intoxiqués, le PDG de l'époque est condamné à quatre mois de prison avec sursis, et StocaMine à 50 000 euros d'amende. Elle ne s'en relèvera pas : le centre, qui n'a jamais été rentable, ferme ses portes en 2003, emportant avec lui les MDPA. Il n'aura embauché que 24 personnes.

LA CONFIANCE DE LA POPULATION EST BRISÉE

La confiance de la population est brisée. « *On ne peut plus les croire* », déplore Raoul Schmitt, qui vit depuis toujours dans la cité ouvrière Graffenwald, à deux pas de StocaMine. Dans ce quartier, tout le monde ou presque a un parent mineur. L'accident, les habitants l'ont ressenti jusque dans leurs chairs. « *J'avais des maux de tête, puis j'ai vu une colonne de fumée verte et bleue qui sortait des puits. Quand j'ai demandé ce qu'il se passait, on m'a répondu qu'il n'y avait pas de danger, que des palettes brûlaient*, dit-il avec amertume. *Au même moment, mon beau-frère était au fond.* » Depuis, ce mécanicien plaide en faveur du déstockage total des déchets, à l'instar de ses voisins.

« *Je serais rassuré si on enlevait tous les déchets et qu'on dépolluait le site* », confirme François Elsaesser, l'un des plus anciens habitants du quartier, en pointant les chevalements de la mine à travers ses baies vitrées. Tandis que son dernier enfant, âgé de 4 ans, s'amuse dans le salon, il dit craindre des « *émanations toxiques* » mais surtout « *le risque de pollution de la nappe phréatique* ».

DANGERS DU STOCKAGE

En 2010, après des années de statu quo, le ministère de l'écologie relance finalement le dossier, en commandant des rapports sur la fermeture et en mettant sur pied un comité de pilotage (Copil) composé de treize experts. Les scientifiques mettent au jour les dangers du stockage.



« On a mesuré que 100 000 m³ d'eau rentrent chaque année par les parois extérieures des quinze puits, explique Jean-Claude Pinte, chef de projet StocaMine pour l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris). D'ici trois cents ans, l'eau noiera la mine, avant de parvenir à la nappe phréatique, chargée en éléments toxiques. » Dans le même temps, les parois, le plafond et le sol des galeries se referment à raison de 2 cm par an.

BATAILLE D'EXPERTS

En dépit de ces certitudes, la bataille fait rage entre les experts sur les modalités de fermeture. L'Ineris se prononce en faveur du confinement illimité des déchets. Pierre Toulhoat, son directeur scientifique, explique : « *En posant des bouchons de bentonite devant les puits, on retarde de sept cents ans la sortie de la saumure contaminée. Les éléments les plus dangereux, notamment le mercure, atteindront la nappe à un débit très faible, ce qui permettra d'avoir des concentrations inférieures aux normes réglementaires.* »

Selon l'institut, le déstockage total présente à l'inverse des risques importants : intoxication des travailleurs, contamination atmosphérique, accident pendant le

transport et pollution autour du centre de stockage allemand – les déchets de StocaMine doivent rejoindre le site de Sondershausen, dans l'est du pays.

« Il est possible d'assainir un site sans mettre en danger les travailleurs », rétorque Marcos Buser, géologue suisse et spécialiste reconnu des déchets spéciaux et nucléaires. Cette voix dissidente du Copil assure l'avoir fait à Saint-Ursanne, dans le Jura helvétique, et se targue d'être le seul expert sur le dossier StocaMine à jouir de cette expérience. *« Mais il est impossible d'établir des modèles crédibles sur l'ampleur de la pollution de la nappe phréatique à long terme, dit-il. La sécurité n'est pas garantie pour les générations futures. »*

Ces convictions, qui résonnent positivement à l'oreille des populations, élus et ONG, suscitent l'agacement et un brin de condescendance des autres experts. *« Les déchets étaient moins dangereux et la mine, du calcaire, et non du sel. Cela n'a aucun rapport »,* lâche un ingénieur. *« C'est dangereux, idiot et surtout cher de vouloir tout sortir,* renchérit Alain Rollet, le PDG de StocaMine, polytechnicien et ancien directeur des Charbonnages de France, que l'Etat a tiré de sa retraite pour liquider le centre de stockage. *Je propose à l'Etat le scénario le moins cher. Car, au final, c'est vous, contribuables, qui allez payer. »*